

La nouvelle cité administrative d'Amiens ouvre ses espaces et ses portes vers l'extérieur

Marie Malaterre

L'État a lancé, en 2019, un vaste programme de rénovation des cités administratives *via* une dotation d'1 milliard d'euros sur cinq ans. Des investissements qui visent à offrir un meilleur service aux usagers, mais aussi à améliorer les conditions de travail des agents. Alors que l'on arrive au terme des cinq ans, allons voir comment ces projets ont été menés sur le terrain et s'ils ont réellement rempli leurs objectifs, avec l'exemple de la cité administrative d'Amiens.

“À Amiens, nous avons une ancienne cité administrative de 400 ou 500 places dont une partie a été transférée dans un nouveau bâtiment et une autre dans une ancienne caserne désaffectée, précise Romain Dehédin, chef du pôle immobilier au ministère de l'Intérieur, en charge du projet. Ces deux bâtiments étaient assez distants dans la ville et il y avait encore une multitude d'administrations qui étaient isolées. Les choses fonctionnaient de cette manière depuis des années.” Sous l'impulsion de Matignon, l'idée a donc été de rassembler les agents des services déconcentrés dans une même bâtiment. Ce qui représentait environ un millier de personnes à déplacer. *“C'est à cette époque que la communication auprès des agents a démarré, précise Romain Dehédin. Il leur alors été proposé d'intégrer la cité administrative en ayant en tête que cela changerait radicalement les modes d'organisation et les espaces de travail.”*

À cette période, le curseur était particulièrement mis sur la sobriété énergétique et moins sur la restructuration des espaces de travail. *“Les premières réflexions remontent à 2018, nous n'avions pas la même vision, à l'époque, au niveau de l'utilisation des espaces de travail. Nous étions encore loin de la nouvelle doctrine sur l'utilisation des immeubles de l'État parue début 2023”,* précise Romain Dehédin. La circulaire de février dernier, devenue la règle en matière d'organisation des locaux, est venue perturber en grande partie le projet. *“On parle désormais de résidents, on intègre le nomadisme sur le lien de travail. Ce texte a indéniablement changé la donne”,* constate le chef de pôle. Un bureau d'étude externe a d'ailleurs été sollicité concernant l'aménagement des espaces intérieurs.

Décloisonner les espaces

Aujourd'hui, à quelques semaines de la livraison du projet, le bâtiment comporte un poste de travail par agent, avec la volonté de stabiliser une journée de télétravail hebdomadaire en moyenne, toutes administrations confondues, et de faire en sorte qu'une journée par semaine, le bureau de l'agent en télétravail soit utilisable par quelqu'un d'autre. *“Un système qui nous permettra de faire entrer de nouveaux services dans le bâtiment”,* se félicite Romain Dehédin. Pour autant, concernant cette nouvelle organisation et l'installation d'espaces de travail, les services ne semblent pas avoir été force de proposition. *“Il faut savoir que 6 ministères sont représentés, avec chacun leur culture et leur manière de gérer leurs bureaux”,* précise le chef du pôle immobilier de la Place Beauvau.

Le projet a pourtant consisté à faire la chasse au bureau individuel et à decloisonner les espaces. *“Une dynamique qui ne convient pas à tout le monde et notamment aux métiers d'inspection, qui demandent encore souvent des bureaux individuels, confie Romain Dehédin. Il est pourtant aujourd'hui tout à fait possible de concevoir des zones d'isolement pour les tâches confidentielles.”* Et le chef de projet d'ajouter que le dialogue autour de ces sujets a été plutôt complexe.

Au final, le projet s'est orienté vers des espaces modulables avec la possibilité, notamment, de supprimer des cloisons. Si la livraison est prévue en fin d'année 2023 ou début 2024, des ajustements seront menés au cours du premier semestre, en lien avec les services. La nouvelle cité administrative d'Amiens comprend au final 18 000 mètres carrés de bureaux et 60 mètres carrés d'espace de *coworking* ouvert vers l'extérieur à l'usage des fonctionnaires. Une petite révolution.